

Allocution de M. Masahiko Koumura, Ministre des Affaires étrangères du Japon

"L'Éducation pour tous: le Développement des ressources humaines pour une indépendance et une croissance économique "

**Centre de Conférence de Mita, Tokyo
Le 23 avril 2008**

Introduction

Mesdames, Messieurs,

Permettez – moi de souhaiter la bienvenue aux acteurs du programme *l'Éducation Pour Tous* (EPT) à travers le monde. Le Japon a constamment soutenu le programme EPT mené par l'UNESCO depuis le début, et je voudrais commencer mon intervention par réaffirmer la volonté du Japon de poursuivre son action en faveur de l'EPT.

Aujourd'hui est la journée de « La plus grande leçon du monde ». C'est une initiative pour apprendre, le même jour, aux enfants du monde entier l'importance de l'éducation. Au Japon, 243 écoles et 28 415 enfants y ont participé. Permettez-moi de vous exprimer toute ma gratitude pour vos efforts qui ont permis de faire de cette journée un succès.

2008 est une année importante pour le monde et le Japon. Pour le monde, nous nous trouvons précisément cette année à mi-chemin de la réalisation des objectifs de l'EPT de Dakar et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui doivent être atteints en 2015. Pour le Japon également, cette année sera particulièrement importante; les questions relatives au développement nous tiennent particulièrement à coeur, alors même que nous nous préparons à accueillir le mois prochain la Quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique (TICAD IV) et le Sommet du G8 de Hokkaido Toyako en juillet.

Aujourd'hui, je voudrais vous présenter ma propre vision sur les relations entre le développement et l'éducation. Je désirerais aussi vous présenter quelques propositions concrètes concernant les objectifs que le Japon entend réaliser au travers du TICAD IV et du Sommet du G8.

Situation actuelle

Permettez-moi de vous rendre compte brièvement du chemin que nous avons parcouru jusqu'à aujourd'hui dans le domaine de l'EPT.

Depuis notre entrée dans un nouveau millénaire en 2000, la communauté internationale a fait des efforts significatifs pour travailler de concert au développement de l'éducation dans les pays en voie de développement. Cette volonté commune s'est traduite de manière évidente par les objectifs de l'EPT de Dakar, dont l'UNESCO a participé activement à l'élaboration. Le projet *Fast Track Initiative* (FTI), qui a été lancée sous l'égide du G8, est un remarquable exemple de la promotion des partenariats internationaux dans le domaine de l'éducation primaire.

La première chose que je voudrais souligner est que ces efforts pour faire progresser et améliorer l'éducation primaire dans les pays en voie de développement commencent actuellement à porter leurs fruits.

Selon le rapport de l'UNESCO, entre 1999 et 2005, le nombre d'enfants non scolarisés dans le monde a baissé de 25%, passant de 96 millions à 72 millions. L'amélioration est particulièrement visible en Afrique sub-saharienne, en Asie du Sud, au Proche et au Moyen Orient.

Bien entendu, cela signifie que 72 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés. Si nous considérons aussi d'autres questions comme l'amélioration du taux d'alphabétisation des adultes ou l'égalité des chances entre les filles et les garçons dans l'accès à l'éducation, il est clair qu'il nous reste la moitié du chemin à parcourir pour atteindre nos objectifs d'améliorer l'accès, la qualité et l'égalité dans l'éducation.

Cependant, la baisse de 25% du nombre d'enfants non scolarisés dans le primaire nous démontre que nous pouvons atteindre nos objectifs si nous en avons la volonté. Cela démontre bien que quand l'appropriation des politiques par les pays en voie de développement se conjugue avec l'aide internationale, les résultats ne peuvent être que positifs.

Les bases de l'approche japonaise

A présent, je voudrais vous parler de l'aide à l'éducation. Plus que mon opinion personnelle, j'essaierai de vous exposer brièvement les points que de nombreux citoyens japonais considèrent comme essentiels en matière d'éducation.

Le premier point est de reconnaître qu'élever un enfant est une tâche incombant à l'ensemble de la communauté. Le second point concerne la relation entre l'éducation primaires de base d'un côté et l'enseignement technologique, professionnel ou l'enseignement secondaire et supérieur de l'autre. Il convient de promouvoir ces deux types d'éducation simultanément, plutôt que de porter d'abord tous nos efforts sur l'éducation de base et seulement ensuite sur des types d'éducation plus spécifiques.

Il va sans dire que l'éducation de base est absolument essentielle. Afin que les individus puissent développer leurs talents pour réaliser leur épanouissement personnel et vivre dans la dignité, il leur est nécessaire de savoir lire, écrire et réfléchir par eux-mêmes.

Sans ces compétences, l'homme ne peut pas à terme se libérer de la peur et se prévenir du besoin. Autrement dit, il est impossible de parvenir à la "sécurité humaine."

Les filles ont généralement moins de chances que les garçons de recevoir une éducation de base. Nous devons rapidement remédier à cette situation. Nous ne saurions trop souligner l'importance de parvenir à l'égalité des sexes si nous voulons nous attaquer le plus rapidement possible aux problèmes sociaux et économiques.

Dans un même temps, nous ne devons pas oublier que l'éducation de base s'enracine plus durablement lorsque sa promotion se fait au niveau local.

Chaque école au Japon possède son propre hymne, dont les paroles célèbrent souvent la richesse et la beauté de la région. Et je me suis laissé entendre dire que l'existence dans chaque école japonaise sans exception d'un hymne qui leur est propre a surpris plusieurs personnalités venues notamment d'Afrique.

En effet, nombre d'entre elles considèrent l'idée que l'apprentissage perdure bien plus longtemps quand il est « alimenté » par la communauté locale est profondément ancrée dans la société japonaise, et je suis pour ma part certain qu'il y a quelque chose de vrai dans cette manière de penser.

Le second élément que je souhaiterais aborder est l'importance de l'apprentissage dans les niveaux situés « au-delà » de l'éducation de base.

Afin de permettre à un pays de devenir indépendant économiquement et de parvenir à la croissance, il est essentiel qu'il forme ses ressources humaines : des docteurs ou des juristes, mais aussi des garagistes. Il est évident qu'un pays doit essayer de former de tels spécialistes, tout en s'appliquant à consolider son éducation de base.

Les différents niveaux d'enseignement, c'est-à-dire l'enseignement technologique, l'apprentissage professionnel, l'enseignement secondaire et encore l'enseignement supérieur sont tous quelque chose de nécessaire dès maintenant.

C'est une philosophie à laquelle adhèrent profondément les Japonais et qui constitue un des principes de l'aide au développement du Japon.

Parmi les écoles que le Japon a aidé durant de longues années en se fondant sur cette philosophie, certaines ont déjà atteint une certaine renommée, telle que l'Institut Polytechnique en Ingénierie Electronique de Surabaya (Electronics Engineering Polytechnic Institute of Surabaya) en Indonésie qui a remporté un concours international de robotique.

De même, dans le cas de l'Afrique, on peut citer le Centre de Formation Professionnelle et Technique Sénégal-Japon. Ce centre accueille aussi comme élèves des jeunes venant des pays voisins. Plus de 75% des jeunes diplômés du centre trouvent un emploi dans lequel ils peuvent utiliser leurs compétences professionnelles et contribuent ainsi à l'industrie locale.

Propositions concrètes

Durant le temps qui reste, je voudrais vous présenter mes propositions concrètes dans ce domaine.

Tout d'abord, interrogeons nous sur ce que la communauté internationale doit faire pour réaliser *l'EPT* et, par extention, l'éducation menant à l'indépendance et à la croissance économique dans chaque pays.

Pour ma part, je souhaiterais proposer quatre points reposant sur la philosophie que je viens de présenter. Il faut, premièrement, que l'éducation de base soit développée et améliorée quantitativement et qualitativement ; deuxièmement, que le soutien aux différents niveaux d'enseignement supérieurs à l'éducation de base soit renforcé; troisièmement, que des synergies soient développées entre l'éducation et les autres secteurs de développement ; et quatrièmement, que nous devions avoir pour objectif de créer des partenariats impliquant tous les acteurs de la société venant aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur du pays. En outre, nous devons espérer que chaque pays fournisse les mêmes efforts. Je vais maintenant expliquer plus en détail chacun de ces points en présentant les actions menées par le Japon pour répondre à cette problématique.

En premier lieu, concernant l'éducation de base, il est nécessaire d'offrir un nombre suffisant de places pour qu'un plus grand nombre d'enfants puissent apprendre. C'est pour cela que, d'ici les cinq prochaines années, le Japon va construire en Afrique, où le nombre de salles de classe est particulièrement insuffisant, environ 1000 écoles, soit au total plus de 5 500 classes pour permettre à près de 400 000 enfants d'étudier.

Une fois les écoles construites, la seconde étape est de faire découvrir aux enfants la joie d'apprendre. Cela consiste à montrer ce qu'apporte l'apprentissage. Les expériences du Japon en Amérique Centrale et dans des pays africains, dont le Kenya, nous ont montré qu'une meilleure formation pédagogique des enseignants en mathématiques et en sciences jouait un rôle crucial pour atteindre cet objectif.

Fort de cette observation, le Japon aidera sur les cinq prochaines années à la formation des enseignants en se focalisant sur l'amélioration de la pédagogie en mathématiques et en sciences. Nous formerons ainsi 300 000 enseignants dans le monde, dont 100 000 en Afrique.

Nous allons développer le modèle de "*l'Ecole Pour Tous*" dans lequel la communauté locale participe à la gestion de l'école d'abord au Niger, où ce modèle a débuté, et ensuite dans les pays voisins. Notre but est d'aider 10 000 écoles à améliorer leur gestion et d'offrir ainsi de meilleures conditions d'apprentissage à plus d'un million d'élèves durant les cinq prochaines années,.

Par ailleurs, au regard de la situation extrêmement difficile dans laquelle se trouvent certains pays, il est parfois nécessaire de renforcer l'éducation de base par des efforts concertés avec l'ensemble de la communauté internationale. L'Afghanistan en est un exemple. Le Japon a mis en place un programme d'alphabétisation pour plus de 300 000 Afghans, en collaboration avec l'UNESCO.

Nous avons l'intention d'employer tous les moyens à notre disposition pour développer l'éducation de base dans le monde. Nous envisageons la possibilité de partenariats avec la Banque mondiale et d'autres banques de développement dans le but d'améliorer quantitativement et qualitativement l'assistance que nous offrons.

Le second point, dont je suis certain que vous comprenez l'importance, est de soutenir l'éducation de manière globale, en renforçant parallèlement l'enseignement technologique et professionnel ainsi que l'enseignement secondaire et supérieur.

L'exemple de la Tunisie illustre parfaitement ce point. Le Japon a participé à la création dans ce pays d'un un centre de recherches et de développement du nom de Technoparc. Depuis l'année dernière, nous y avons adjoint un programme de bourses d'études permettant à des étudiants tunisiens en ingénierie et technologie de poursuivre leurs études de troisième cycle dans des universités japonaises.

Par ce type d'actions, le Japon souhaite mettre l'accent sur la formation des ressources humaines dans les pays en voie de développement au travers de différents

programmes : projets conjoints de recherches impliquant pleinement les pays bénéficiaires ainsi que les autres pays asiatiques ou africains ; programmes de formation et des bourses d'étude au Japon.

La troisième proposition que j'ai évoquée précédemment était le développement de synergies entre l'éducation et les autres secteurs de développement. J'entends par là la valorisation des divers potentialités que recèlent, les établissements scolaires.

Par exemple, les écoles peuvent proposer des repas scolaires, faire installer des sanitaires et construire des puits. Les repas servis à l'école permettent bien sûr d'améliorer l'équilibre alimentaire des enfants. Mais si nous regardons un peu plus loin en leur permettant de rapporter de la nourriture chez eux, vous pouvez imaginer qu'elle figurera au dîner sur la table familial, à la grande joie des parents. Cela incitera encore plus les parents à envoyer leurs enfants à l'école le lendemain.

Concernant les toilettes, le fait est que les filles arrêtent de venir à l'école si elles ne peuvent disposer de sanitaires. Bien plus qu'une question d'hygiène, les toilettes sont essentielles au renforcement des droits des femmes. Ainsi, les programmes et les infrastructures scolaires peuvent, ou plutôt doivent permettre le renforcement des capacités de la communauté à faire s'épanouir et former les jeunes générations.

Il va sans dire que l'école joue un rôle central au sein de la communauté locale, car elle permet de traiter efficacement des questions telles que la prévention contre le sida, l'amélioration des préparations aux risques des catastrophes naturelles que sont les sécheresses et les inondations et l'Education pour le Développement Durable (EDD). L'éducation est un domaine où la moindre innovation peut avoir de nombreux effets synergétiques pour l'ensemble de la communauté.

Pour finir, ma quatrième proposition est de créer des partenariats impliquant l'ensemble des acteurs, sur le plan local et international. Plus concrètement, nous devrions chercher à créer le réseau le plus vaste et le plus diversifié possible des acteurs engagés dans ces efforts de coopération, conformément à la nature même de l'éducation. Bien évidemment, il ne faut pas tout faire reposer sur les pays donateurs, les organisations internationales et les gouvernements des pays en voie de développement. Il faut au contraire promouvoir dans ces pays en voie de développement la coopération participative avec, entre autres, les communautés locales, le monde universitaire, le secteur privé et les ONG.

Sur ce point, on peut trouver d'excellents modèles pour nos futures initiatives dans les résultats obtenus par les secteurs publics et privés ainsi que les ONG japonais dans leurs actions d'aide à l'éducation dans les pays de l'Asie du Sud-Est. .

De nombreux exemples d'efforts concertés sont actuellement en cours, comme la collaboration entre les ONG et les entreprises japonaises pour promouvoir l'éducation des populations locales dans les domaines de la protection de l'environnement et de la santé publique ou bien la collaboration entre les entreprises japonaises offrant des bourses et les ONG qui ensuite les gèrent. Afin de rendre ces types de partenariat encore plus dynamiques dans le futur, le gouvernement japonais désire créer un dispositif dit "All Japan", qui impliquerait tous les acteurs de notre pays dans ce domaine.

Conclusion

J'ai souligné un peu plus haut que le nombre d'enfants non scolarisés avait commencé à décroître et que nous pourrions atteindre nos objectifs si nous y croyons.

Il est extrêmement encourageant pour moi de voir l'esprit entreprenant du «vouloir c'est pouvoir» commencer à prendre racine en Afrique sub-saharienne ainsi que dans d'autres pays en voie de développement. Le slogan de TICAD IV qui doit se tenir à Yokohama le mois prochain est "Vers une Afrique qui Gagne." Ce slogan démontre précisément l'état d'esprit positif qui se manifeste de plus en plus sur l'ensemble du continent africain.

Je crois fermement que nous nous trouvons aujourd'hui devant une chance unique pour l'ensemble de la communauté internationale d'engager tous les efforts possibles pour aider l'éducation. Je voudrais conclure mon allocution en vous assurant que le Japon ne manquera de saisir cette opportunité pour développer ses efforts en faveur de l'éducation dans le monde.

Je vous remercie de votre aimable attention.